

de allant de deux à quatre ans, on ne saurait y trouver que des « palliatifs ». Quant aux biens de consommations alimentaires, les Cubains devront se résigner à une prolongation de la pénurie actuelle. Dans un tel contexte, le danger de tensions entre le régime et les masses est loin d'être imaginaire ; en fait le mécontentement est maintenant beaucoup plus fort que jamais dans le passé⁸.

Cette situation devait se refléter dans le parti, notamment dans sa direction : des discussions très vives sont en cours depuis quelques mois. Tout en ne disposant de sources d'information particulières et en étant donc obligés de nous en tenir aux maigres informations de la presse officielle, nous pouvons dire que deux solutions peuvent être, en principe, envisagées ; et c'est autour de ces solutions (ou d'une combinaison éventuelle) que se situe le débat. La première solution serait de type technocratique et autoritaire : pour mettre de l'ordre dans la maison, pour réorganiser l'économie, il faut faire confiance avant tout aux techniciens, aux spécialistes, aux dirigeants censés être les plus compétents, et en même temps imposer une discipline beaucoup plus stricte aux travailleurs, y compris par des mesures administratives.

La deuxième solution miserait par contre sur une mobilisation des masses, sur leur participation beaucoup plus effective que par le passé à la gestion économique et à la direction politique : tout en n'excluant pas des mesures disciplinaires, la discipline au travail, l'élimination du fléau de l'absentéisme, seraient obtenues surtout par la maturation de la conscience des travailleurs.

L'enjeu de cette confrontation qui s'annonce extrêmement serrée est, en fin de compte, capital pour l'avenir de la révolution cubaine. Cuba sera-t-il condamné à une bureaucratisation croissante, ou sera-t-il possible d'ouvrir un nouveau chapitre dans l'histoire de la lutte des masses contre la bureaucratie ? La réponse dépend dans une très large mesure de l'issue de la confrontation actuelle.

Jusqu'ici il faut enregistrer des développements positifs sur deux plans. En premier lieu, l'orientation de Fidel Castro et du groupe qui l'entoure ; les discours que le dirigeant révolutionnaire a prononcés au cours des derniers mois et ses interventions dans des assemblées importantes indiquent nettement qu'il n'est pas disposé à accepter la solution technocratique. Il veut en réalité apparaître encore une fois comme le porte-parole des masses, comme celui qui est le premier à dénoncer tous les abus bureaucratiques et les tracasseries administratives dont les masses souffrent et à revendiquer pour elles le droit de faire valoir leur volonté et leurs besoins. C'est pourquoi il a déclenché une nouvelle campagne anti-bureaucratique, renouant avec la problématique des campagnes précédentes (de 1962 et 1967 notamment), mettant sur la sellette les nouveaux « exploités » qui jouissent de conditions de vie privilégiées par rapport aux masses. Il a esquissé des solutions allant dans le sens de la formation d'organismes de direction collective dans les entreprises et d'une intervention directe des ouvriers pour résoudre le problème de la distribution des logements disponibles. C'est pourquoi il a expliqué, en général, qu'il fallait développer « une société nouvelle et basée sur des

principes vraiment démocratiques — des principes vraiment démocratiques ! — qui remplacent les mœurs purement administratives des premières années de la Révolution. Remplacer par des procédés démocratiques les procédés administratifs qui courent le risque de se transformer en procédés bureaucratiques » (23 août).

Deuxièmement, des réactions très encourageantes se sont produites au niveau des masses. Non seulement celles-ci soutiennent Castro dans sa campagne, mais elles le devancent parfois en prenant l'initiative d'actions directes contre les bureaucrates. Des manifestations ont eu lieu pendant le carnaval de Santiago et dans quelques villages. Des responsables qui étaient logés trop confortablement ont été tout simplement chassés. Le débat de l'assemblée syndicale de La Havane que nous avons plusieurs fois mentionné, représente une autre expression éloquente de l'état d'esprit existant au moins dans certaines couches des masses⁹.

On ne saurait toutefois oublier d'autres éléments de poids. Nous avons déjà parlé de certains phénomènes tels que l'absentéisme qui reflètent en dernière analyse une dépolitisation et une démoralisation qui ne concernent pas seulement quelques individus sociaux. Si des changements ne sont pas introduits à court terme dans les structures politiques et donc dans les rapports entre le pouvoir et les masses, les réactions négatives pourraient s'accroître au lieu de régresser.

Mais le principal point d'interrogation concerne la portée des modifications envisagées par Castro. L'affirmation du principe de l'élection de comités pour contrôler l'approvisionnement alimentaire ou la distribution des logements, est évidemment importante, de même que l'énonciation du critère de la révocation (« à n'importe quelle heure du jour ou de la nuit »). Il est également important qu'une séparation nette soit établie entre le parti et l'appareil administratif, et qu'on envisage une réelle démocratisation des syndicats qui, malgré les changements intervenus au congrès de 1966, sont restés en général sclérosés et passifs. Mais en ce qui concerne les nouvelles structures aptes à assurer la mobilisation des masses et leur participation à la gestion économique, la clarté est loin d'être faite. Si l'on juge sur la base de ce qui a été dit entre mai et septembre, il faut en conclure qu'on envisage une revalorisation et une expansion des organisations de masse, auxquelles reviendrait le rôle fondamental. Castro est allé jusqu'à indiquer comme objectif pour l'organisation du mouvement ouvrier — dont il ne cesse de dénoncer le retard très grave — d'atteindre le niveau de la Fédération des Femmes ou des Comités de défense de la révolution, dont l'efficacité au cours des dernières années est pourtant pour le moins contestable et qui n'ont joué aucun rôle véritable de direction. Soyons clairs : nous ne contestons pas la fonction des organisations de masse, notamment des syndicats (à condition cependant que soit brisé le carcan bureaucratique actuel, héritage du

9. D'après certaines informations, des gens participant à la manifestation de Santiago auraient été arrêtés, mais ensuite relâchés sur l'intervention de Castro. À l'assemblée de La Havane, une travailleuse a relaté un épisode qui en dit long sur les rapports entre la base, les bureaucrates petits et moyens et Fidel. Un bureaucrate lui avait imposé brusquement de se taire alors qu'elle signalait un gaspillage absurde ; elle lui répliqua : « Un jour, j'aurai l'occasion d'en parler à Fidel ! »

8. Fidel Castro en a parlé à plusieurs reprises, en soulignant à juste titre qu'il ne faut pas confondre le mécontentement des contre-révolutionnaires avec le mécontentement « au sein de la révolution ».